

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 7 MAI 2018

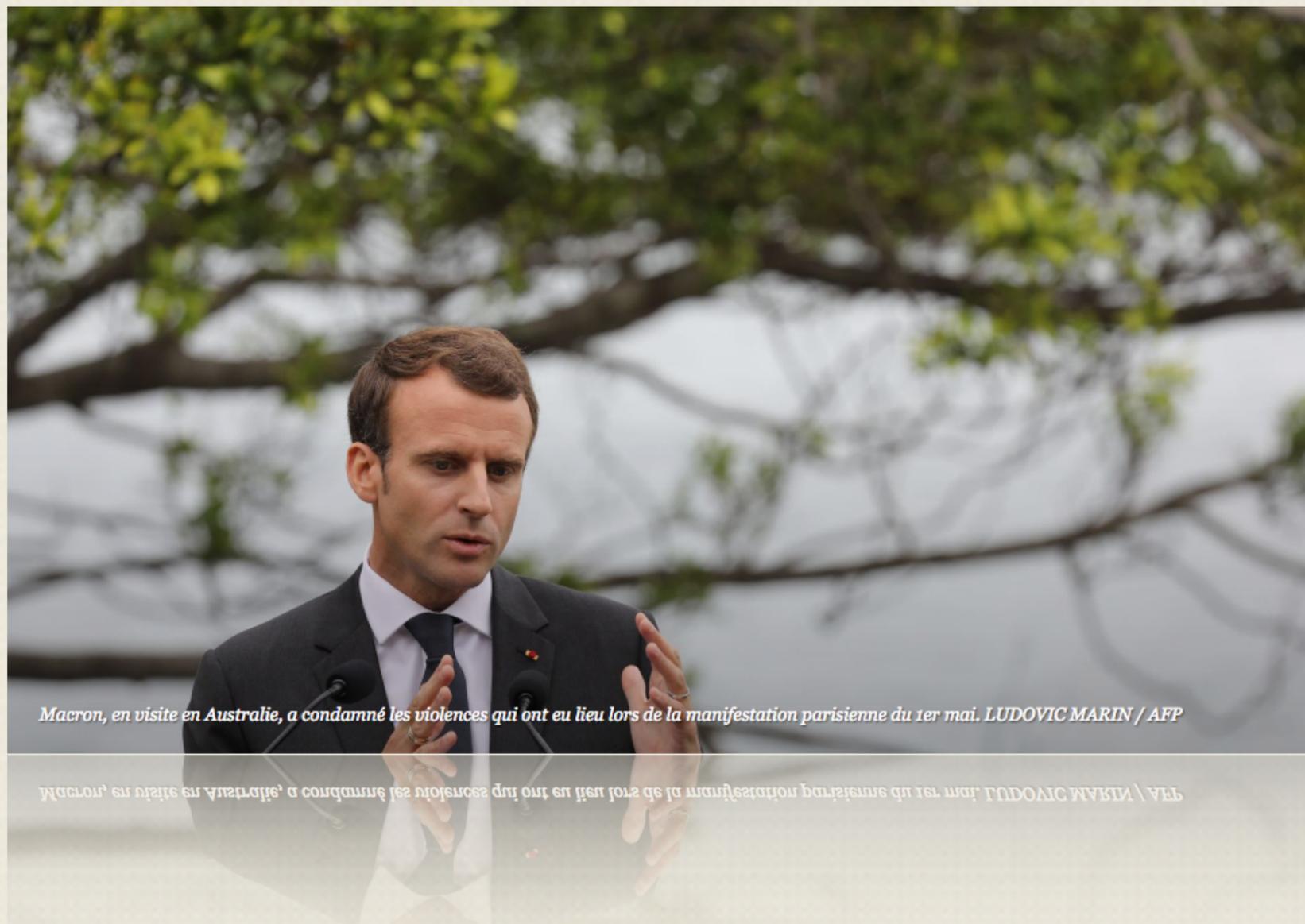
SOMMAIRE

- 1) Pas content du tout !
- 2) Un succès
- 3) Pire que Nicolas Sarkozy...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Six Français sur dix mécontents de la politique de Macron



Macron, en visite en Australie, a condamné les violences qui ont eu lieu lors de la manifestation parisienne du 1er mai. LUDOVIC MARIN / AFP

Macron, en visite en Australie, a condamné les violences qui ont eu lieu lors de la manifestation parisienne du 1er mai. LUDOVIC MARIN / AFP

Le président français récolte 43% de bonnes opinions contre 57% de mauvaises. En un an, il a perdu près de 20 points.

Un an après son élection, Emmanuel Macron fait mieux que ses deux prédécesseurs, François Hollande et Nicolas Sarkozy. Pourtant près de six Français sur dix se déclarent plutôt mécontents de sa politique même s'ils approuvent une majorité des décisions prises [depuis son arrivée à l'Elysée il y a un an](#), selon un sondage réalisé par BVA pour [RTL, Orange, La Tribune et la presse régionale](#) publié vendredi.

Avec 43% de bonnes opinions contre 57% de mauvaises, Emmanuel Macron fait mieux que François Hollande et Nicolas Sarkozy, à l'issue d'une année de pouvoir, mais moins bien que Jacques Chirac et François Mitterrand, indique ce sondage. Au total, il a perdu près de 20 points en un an, durant lequel se sont succédées cinq séquences de hausse et de baisse.

Plus de huit personnes interrogées sur dix (84%) déclarent ne pas avoir le sentiment de bénéficier personnellement de la politique mise en place depuis mai 2017. 43% indiquent cependant être prêts à attendre de voir quels seront les résultats avant de se prononcer définitivement.

L'augmentation de la CSG, mesure la plus impopulaire

Près de quatre Français sur dix (39%) jugent que le gouvernement mène les réformes au "bon rythme", tandis que 19% estiment qu'il ne va "pas assez loin" et 35% qu'il va au contraire "trop loin", selon le sondage. Parmi les décisions prises, les plus populaires sont la réduction du nombre de parlementaires et des mandats consécutifs (78%), la loi sur les violences sexuelles (76%) et le dédoublement des classes de CP (72%). Les plus contestées sont [l'augmentation de la CSG](#) (82%), la réduction de la vitesse à 80 km/h (76%) et le remplacement de l'ISF par l'IFI (70%).

Parmi les qualités reconnues à Emmanuel Macron, dominant "les convictions profondes", "l'autorité" et la "stature présidentielle". Mais il est aussi jugé peu "rassembleur" et peu "proche des gens".

*Enquête réalisée par internet auprès de 1.011 personnes de 18 ans et plus les 18 et 19 avril (méthode des quotas).

l'express

LAPRESSEENREVUE.EU

« Il est incroyable de voir comme le peuple, dès qu'il est assujéti, tombe soudain dans un si profond oubli de sa liberté qu'il lui est impossible de se réveiller pour la reconquérir : il sert si bien, et si volontiers, qu'on dirait à le voir qu'il n'a pas seulement perdu sa liberté mais gagné sa servitude... »

La BOÉTIE, *Discours de la servitude volontaire*, 1576

II) A Paris, les manifestants réussissent une joyeuse «Fête à Macron»

Par [Dan Israel](#) et [Pauline Graulle](#)

Le « pot-au-feu » annoncé s'est révélé savoureux. Les manifestants rassemblés à l'initiative de François Ruffin et Frédéric Lordon à Paris étaient venus de tous les horizons. Ils ont clamé leur rejet du monde promis par les réformes du président de la République. Les organisateurs appellent à renouveler la mobilisation partout en France samedi 26 mai, en partenariat cette fois avec la CGT.

Ils avaient promis un rassemblement « festif et joyeux », et le contrat est rempli. Sous le grand soleil parisien, la « Fête à Macron » s'est déroulée dans une ambiance bon enfant et inventive ce samedi 5 mai. Manifestants aux profils très divers, slogans fusant dans tous les sens, pancartes variées et colorées, revendications multiples... Le principe de la « manif' pot-au-feu », voulue par le député FI François Ruffin et l'économiste Frédéric Lordon, [à l'origine du rassemblement](#), a parfaitement réussi. « Eh, François, t'as eu une bonne idée ! », salue une manifestante en croisant le député quelques minutes après le départ du défilé, en début d'après-midi, place de l'Opéra. Interpellé, François Ruffin esquisse un sourire, l'air concentré – peut-être stressé ? Mais il aurait tort de s'inquiéter. La manifestation est un succès.



Place de l'Opéra, avant que la manifestation ne débute. © D. I.

En termes numériques, le raz-de-marée n'est certes pas complet : le collectif des médias qui fait réaliser un comptage indépendant par le cabinet Occurrence, et auquel Mediapart participe ([lire notre article le plus récent à ce sujet](#)), annonce environ 39 000 manifestants (pour un comptage fait au premier tiers du parcours), alors que la préfecture de police en a dénombré 40 000 et les organisateurs 100 000. C'est moins que [la grande manifestation du 22 mars](#), où cheminots et agents de la fonction publique avaient convergé à Paris. Mais c'est mieux que le 1^{er} Mai, [qui avait déjà plutôt bien rassemblé](#), et mieux que la manifestation du 23 septembre dernier, où La France insoumise [avait déjà invité à manifester un samedi](#).

Mais l'idée de rassembler les luttes, de faire cohabiter des profils très militants, rompus à la mobilisation, et des citoyens moins engagés, est pleinement validée. Place de l'Opéra où un pique-nique était organisé dès la mi-journée, puis dans le défilé, se côtoyaient dans la bonne humeur tous types de manifestants. Et après un 1^{er} Mai tendu, aucun incident n'a cette fois émaillé la manifestation, ridiculisant les polémiques alimentées par l'exécutif ces derniers jours. Depuis l'Australie, Emmanuel Macron avait critiqué « les pyromanes indignés » de La France insoumise et « la banalisation d'un discours de haine ». « Jusqu'à présent, les dingues n'avaient pas de relais à l'Assemblée nationale. L'ambiguïté des députés insoumis crée un espace de porosité qui instille une ambiance », avait osé le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux.

Mais ce samedi, un seul policier a été légèrement blessé, et un car-régie de Radio-France [a été vandalisé](#) à l'arrivée du défilé place de la Bastille, par une cinquantaine de personnes cagoulées. Un bilan logique au vu de l'ambiance générale de la manifestation.

Devant l'opéra Garnier, des groupes ont déjeuné sur les marches du bâtiment, sur le trottoir, sur des draps étalés par terre, voire à même le goudron. Plusieurs familles. Assis par terre, un enfant de 4 ou 5 ans, une casquette à oreilles de chat sur la tête, brandit deux pancartes La France insoumise. Près de lui, quatre jeunes d'une vingtaine d'années ont soigné leur pique-nique, mais aussi les symboles. À côté d'un masque des Anonymous et d'un poireau, symbole des dérisoires accusations de violence portées contre l'événement les jours précédents, Yohan, Christina, Sock Ying et Julien présentent fièrement une belle pancarte donnant la recette d'« un bon pot-au-feu de saison » : « Loi secret des affaires, réforme SNCF, suppression de l'ISF, APL – 5 euros, augmentation CSG, loi asile, sélection université »...



Yohan, Christine, Sock Ying et Julien, place de l'Opéra, avant la manifestation. © D. I.

« On a travaillé notre "pitch" ! », prévient Christina, rigolarde, quand on les aborde. Et leur discours est en effet intéressant. Pas habitués des manifestations, mais séduits « par le côté festif »

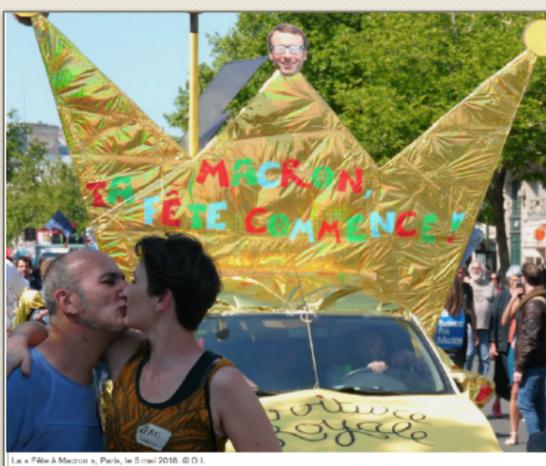
de l'événement, ils sont tous jeunes entrepreneurs. À eux quatre, ils ont monté trois petites boîtes, dans l'édition, l'économie sociale et solidaire et les nouvelles technologies. « *On avait des idées, on s'est lancés, mais on a très vite compris que la réalité des start-up, ça ne correspondait pas à ce qu'on nous présente en général, c'est un monde très difficile. Alors, quand Macron est arrivé en disant qu'il voulait faire de la France une "start-up nation", on a dit non, ce n'est pas possible !* », explique Yohan. « *Baisser les impôts et les cotisations sociales, en théorie, c'est censé nous parler, vu notre profil, renchérit Julien. Mais c'est grâce à ça que les services publics fonctionnent ! Et puis, dépenser autant d'argent pour évacuer la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, quelle hérésie.* » Sock Ying insiste sur le fait que « *même en montant une entreprise, tu peux faire autre chose qu'essayer de gagner des millions : nous essayons de garder et de développer nos valeurs* ».

Comme eux, Perrine est satisfaite du rassemblement des mécontentements, avec le sourire. « *C'est un non général, qui montre un désaccord global, large* », confie cette « *simple citoyenne* » parisienne, rompue aux défilés. Et elle n'est pas venue seule : dans sa poussette dort tranquillement sa fille de sept semaines. Elle montre son autre fille de 15 ans, à ses côtés : « *Cette demoiselle a commencé à neuf mois ! Vu ce qui se prépare pour l'avenir de nos enfants, il vaut mieux qu'ils soient impliqués dès le départ.* »

Le cortège a été conçu pour trancher avec les traditionnels défilés syndicaux ou politiques. Devant, un « carré des luttes » rassemble des syndicalistes de tous les secteurs et de tous les combats. Puis s'avancent des cheminots, des sans-papiers, sans-logement et chômeurs, suivis par des milliers d'étudiants très remontés, des associations comme Attac, des défenseurs de l'environnement... Les politiques ont été appelés à se faire discrets.

Le 5 mai, « manif disruptive »

Quatre chars scandent le déroulé de la manifestation. Sur chacun, un faux Macron harangue la foule, au son de slogans et de musiques entraînantes.



Le premier char est constitué d'une voiture ornée d'une couronne géante et entièrement emballée de papier doré ; il présente un Macron « Jupiter », se prélassant sur un trône. « *Ceux qui veulent se prosterner le peuvent...* », lance-t-il. « *Macron, ta fête commence* », annonce le char. Ailleurs, le président est présenté en bagnard, derrière une grille, accompagné de cris appelant à sa démission, ou en Dracula, dont le char est traîné par des manifestants affublés de costumes en carton les qualifiant de « riens » – référence aux « gens qui ne sont rien » évoqués par le président en juillet 2017 à la halle Freyssinet à Paris.



Quelques initiatives sont d'un goût plus discutables. Un quinqu bien mis, chemise blanche et petites lunettes sérieuses, alterne entre deux pancartes annonçant : « *Le père de la patrie, le gamin de la cougar* » et « *Mac Aaron, sioniste escroc* ». Juste derrière le « carré des luttes », on trouve aussi une grande marionnette d'Emmanuel Macron qui le présente pendu à un gibet, une couronne sur la tête, des billets et des perles lui débordant des poches, deux doigts d'honneur bien visibles. Sans doute de quoi choquer les pouvoirs publics, [une enquête ayant été lancée](#) après qu'un mannequin représentant le président a été pendu et brûlé le 7 avril à Nantes. Ce pouvoir, décidément chatouilleux, [a aussi interpellé](#) un retraité qui avait fait un doigt d'honneur au président dans les Vosges. En réponse, de nombreux panonceaux indiquant « *doigt d'honneur interdit* » ont fleuri entre les mains des organisateurs.



« *Manif disruptive* », annonce une pancarte. « *Sœur Emmanuelle s'occupait des pauvres. Sire Emmanuel s'occupe des riches* », dit une autre. « *Leader of the free markets, not of the French people* », assure ailleurs une affiche, en référence à [la couverture déjà fameuse](#) du magazine américain *Forbes*. « *Tous unis pour un monde meilleur* », « *On veut vivre libre* », revendiquent d'autres panneaux, reflétant bien le côté très large des revendications du jour. « *Vous êtes beau le peuple français quand vous êtes en colère mais que vous gardez le sourire* », salue l'un des animateurs de char.

Les étudiants sont regroupés derrière des banderoles disant « *non à la sélection* » à l'université ; les Amis de la Terre assurent : « *Justice sociale et climatique, même combat* » ; d'autres militent pour une « *Kanaky indépendante* » ; les défenseurs des migrants intiment : « *De Calais à Vintimille, ouvrez les frontières* ». Les caisses de grève circulent dans les rangs, celle des cheminots en grève ou celle des postiers de Sud PTT dans les Hauts-de-Seine, en grève depuis le 26 mars et le licenciement de leur représentant syndical Gaël Quirante par le ministère du travail, [contre l'avis répété de l'inspection du travail](#). Le syndicat des travailleurs du jeu vidéo, expression [des nouvelles revendications des salariés du secteur](#), est aussi

sur place.

Au hasard du défilé, on croise la sénatrice EELV Esther Benbassa, mais aussi l'historien Jean-Pierre Azéma ou Nicole Ferroni, humoriste et [chroniqueuse de France Inter](#). La fantaisie est présente un peu partout. Une batucada, dont tous les musiciens sont habillés d'un élément rose. Un manifestant jonglant, veste en velours rouge sur le dos, haut-de-forme sur la tête. Une jeune femme, nez de clown et perruque rose, qui fait le tour des badauds assis en terrasse ou sous les abribus pour leur adresser une parodie de discours sécuritaire : « *Attention, vous êtes en attroupement, c'est dangereux...* » Quelques mètres plus loin, elle s'affale sur un groupe de jeunes gens vêtus comme elle, au cri de « *Sieste générale !* ». Dans le cortège, les musiciens de [la Fanfare invisible](#) démontrent une fois de plus la redoutable efficacité de leurs réorchestrations de chants de lutte, leurs flonflons et leurs chants s'attirant inmanquablement applaudissements et cris de joie.



« *Il fait beau, il fait chaud, tout ça c'est grâce aux cheminots !* », scandent des milliers d'étudiants. Patrice est sur la même ligne : « *On est samedi, il fait très beau, les gens n'ont aucune excuse pour ne pas être là !* », s'exclame cet agent RATP à la retraite. Il a fait de nombreuses grèves durant sa carrière, dont le mouvement de 1995. C'est sa première manifestation pour cette séquence sociale. Il s'inquiète pour tous ceux qui n'ont pas eu sa chance : « *Je suis parti à 54 ans, avec 30 annuités, mais à la RATP, ça fait bien longtemps que c'est fini, ce statut. Les embauchés depuis 2009 n'y ont plus droit, et doivent désormais partir après 42 annuités, alors qu'on ne peut pas devenir conducteur de bus avant 21 ans...* »

Juste à côté de lui, Lucie et Méлина, deux « frangines ». La première a vécu en Angleterre et en Allemagne, et ne veut « *pas que la France devienne comme ces deux pays, où c'est le libéralisme à fond, les contrats zéro heure, les copains qui ne font que dormir pendant leurs jours de congé tellement ils sont épuisés par leur boulot* ». La seconde, après une longue période de chômage, a repris des études pour devenir travailleuse sociale. Elle vient de les terminer. « *J'arrive dans un secteur où on nous annonce qu'il n'y a plus d'argent, rien, alors qu'il y a une très grande précarité, et que des millions de personnes ont besoin que l'État paye des gens comme moi pour les aider* », explique-t-elle.

Leïla, 19 ans, est à Normale Sup', filière biologie. Elle n'est pas militante, mais elle souhaite faire passer le message que [les dégradations](#) occasionnées rue d'Ulm mercredi dernier, après le blocage de l'établissement, ne sont pas le fait des étudiants, des cheminots et des postiers présents. « *Nous, on a organisé un colloque passionnant sur l'accès au savoir, mais les médias n'ont retenu que les dégradations, c'est dommage* »,

regrette la jeune fille, qui est venue ce samedi à cause de Parcoursup, de la loi sur les migrants et de la réforme ferroviaire.



Les étudiants étaient particulièrement représentés dans le cortège. © D.I.

D'autres sont des habitués des manifestations et défilent aux couleurs de FI, dont ils sont membres. Ils sont venus de toute la France. Par exemple Stéphane, l'un des salariés licenciés de GM&S, ce sous-traitant automobile de la Creuse qui a fait [la une de l'actualité](#) ces derniers mois. « Si on n'avait pas été licenciés avec l'accord de l'État et le mépris de Macron, on ne serait peut-être pas là. » Camille, une sexagénaire venue de Strasbourg avec ses amis Jean-Michel, Josiane et Palmyre, annonce carrément de son côté attendre « la fin de cette dictature de Macron ». « Aujourd'hui, le style de la manifestation est un peu différent de d'habitude, mais le fond est le même : c'est la contestation, note Jean-Michel. La colère est la même. »

Une manif très « France insoumise »

Ceux qui s'attendaient à trouver un rassemblement du type Nuit debout ont pu en effet être un peu surpris... La distribution par milliers de pancartes siglées du logo de La France insoumise a conféré au cortège une couleur très politique. Dans le cortège « jeunes », où l'on chante « Tout le monde déteste Gilbert Collard » (variante : « Tout le monde déteste Gérard Collomb »), Othman, 21 ans, tient une pancarte qui indique « Pour le progrès humain » siglée du « phi » de La France insoumise. « Je ne suis pas du tout militant, mais j'ai pris la pancarte parce que je suis d'accord avec le slogan », justifie-t-il en riant.

Contrairement à l'impression donnée par la conférence de presse, organisée dans un bar de République mercredi pour annoncer l'événement et qui ne présentait que des organisateurs issus de la société civile (une ancienne de Nuit debout, un intermittent, un chercheur au CNRS, un militant altermondialiste...), La France insoumise est clairement apparue comme la puissance organisatrice.

C'est elle qui avait affrété des cars venus de toute la France. Quant au carré de tête dénommé « Carré des luttes : pot au feu », il avait été coordonné par Philippe Juraver, ancien syndicaliste CGT à la RATP et secrétaire national du Parti de gauche. C'est lui, déjà, qui avait organisé le « défilé » de la place Stalingrad en 2016, lançant la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon. Lui encore, qui avait tenté de rallier les syndicats [le 23 septembre](#), avec beaucoup moins de succès : seuls General Electric et les Dockers de Marseille avaient répondu présents.

Enfin, alors que les organisations politiques étaient censées être reléguées en toute fin de manifestation selon le plan fourni aux médias, l'énorme bus à deux étages de FI a avancé dans la première moitié du cortège. Perchés dessus, les députés du groupe parlementaire de La France insoumise, arborant leur écharpe tricolore, se sont succédé pour dénoncer la politique du « président des riches ». « Macron est en train de casser à marche forcée ce qui fait la France », a scandé Adrien Quatennens. « Je dis au sinistre (sic) de l'intérieur : s'il ne sait pas gérer une manif, qu'il laisse sa place, je la prends tout de suite ! », a harangué l'autre député du Nord, Ugo Bernalicis.



Jean-Luc Mélenchon, sur le bus à impériale de La France insoumise. © D.I.

À l'arrivée sur le boulevard Sébastopol, Jean-Luc Mélenchon est apparu au micro, en chemise blanche. Il a été accueilli sous les « Résistance ! » répétés. « Aujourd'hui, cela fait 227 ans jour pour jour que s'ouvriraient les états généraux qui ont jeté à terre l'Ancien Régime », a-t-il commencé, qualifiant le peuple français de « révolutionnaire ». Le leader des Insoumis a égrené une liste des luttes du moment. Un mot pour les cheminots, un pour Air France, inventeur du « [premier référendum révocatoire en entreprise](#) », une pensée pour les hospitaliers, les Ehpad – « la France vous aime et vous dit merci ! » –, une déclaration pour les enseignants « qui permettent à la France d'être la grande nation instruite », mais aussi pour les étudiants et « leur folie inventive », les postiers, les avocats, les magistrats et « toute cette immense fonction publique ». Ovation de la foule, compacte, qui suivait le bus.

Dans le cortège, Marie, psychologue de 39 ans, grince : « Franchement, je venais pour Ruffin, et j'ai trouvé un peu trop de Mélenchon, mais bon, c'est pas grave, la fête est là quand même. » Non loin de là, un petit groupe de militants communistes venus de Dieppe, l'ancienne ville de Sébastien Jumel, devenu un député PCF plutôt mélenchon-compatible. « Nous, on est de tous les combats », assure Claire, 68 ans. La retraitée a pris sa carte au PCF après que « Mélenchon a traité Pierre Laurent de « [menteur](#) » et elle aussi est venue « parce que c'est Ruffin », explique-t-elle. Ce qui ne l'empêche pas de soutenir quand même le leader de La France insoumise, « parce que si on veut l'union, eh bien il faut s'unir ». Surtout depuis qu'elle sait qu'elle perd 500 euros annuels ponctionnés sur sa CSG, sur une pension de 2 300 euros net par mois.

Côté politiques, on ne veut surtout pas créer de polémique stérile. Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, qui tient une banderole tout au bout du cortège, trouve que toutes les unions sont bonnes à prendre : « Ça prend forme, tout le monde a fait le travail d'unité et il faut le continuer, dit-il. On est entrés dans une confrontation durable avec Macron. » Benoît Hamon, qui a défilé pour Génération.s, a trouvé la manif « réussie », et pointe tout de même que « celle du 26 sera organisée différemment ».

Le samedi 26 mai, [a-t-on en effet appris](#) quelques heures avant le coup d'envoi de la « Fête à Macron », des manifestations devraient se tenir partout en France. À l'appel d'une kyrielle d'associations, des partis de toute la gauche, mais aussi, inédit pour une mobilisation de ce genre, de la CGT. L'implication de syndicats, même très opposés aux réformes du gouvernement, dans des manifestations au mot d'ordre explicitement politique n'était pas une évidence. D'autant que le 26 mai suivra de peu une grande manifestation pour la défense de la fonction publique, organisée le 22 mai à l'appel de tous les syndicats. Et qu'il n'est pas habituel pour les bataillons syndicaux de défilé le samedi.



© D.I.

« On est présents aujourd'hui comme pour toutes les autres dates s'inscrivant dans le mouvement social. Il faut généraliser la grève à tous les secteurs, tous taper sur le même clou pour se faire entendre du gouvernement. Mais pour moi qui crois au blocage de l'économie comme moyen de lutte, une manifestation le samedi, ce n'est pas forcément le plus efficace, témoigne par exemple Anasse Kazib, emblématique délégué syndical Sud Rail du Bourget. Après, si les gens qui ne perdent pas de journée de travail en faisant grève nous aident en donnant pour la caisse de grève, ce sera intéressant... »

[Cela fait longtemps](#) que La France insoumise et Jean-Luc Mélenchon appellent à « organiser la jonction des efforts entre le mouvement social, associatif et les forces politiques de la résistance au coup d'État social ». Jusqu'à présent, la CGT avait fait la sourde oreille. Le 11 avril, son secrétaire général Philippe Martinez [déclarait dans Le Monde](#) son hostilité face à la manif de ce samedi, jugeant que « multiplier les dates génère de la division et n'est pas efficace ». Mercredi sur France Inter, [il rappelait encore](#) que « faire la fête à Macron, c'est pas une revendication sociale ».

Des déclarations qui n'avaient pas empêché les fédérations du bâtiment, de la chimie et des sociétés d'étude de répondre à l'appel de François Ruffin et Frédéric Lordon. L'un des fondateurs du collectif organisant cette journée du 5 mai est par ailleurs Emmanuel Vire, dirigeant de la fédération des journalistes CGT. Le syndicat Solidaires n'a de son côté jamais caché son soutien à cette mobilisation, mais s'était gardé jusqu'à présent de s'afficher au rang des organisateurs. Ces préventions sont désormais dépassées. À l'issue de la « Fête à Macron », un communiqué des organisateurs appelait à organiser un « 26 mai massif et populaire ». Tous ensemble.

III) Un roi en République



Emmanuel Macron pousse à son maximum l'autoritarisme présidentiel inscrit dans la Constitution. Jusqu'à la caricature.

C'est au Louvre qu'il fait ses premiers pas de président élu. C'est à Versailles que, devenu chef de l'État, il convoque les parlementaires pour affirmer son autorité. À Versailles, toujours, il reçoit Poutine le 29 mai 2017. Et il choisit Chambord pour mettre en scène le couple présidentiel... à l'occasion de son anniversaire.

Emmanuel Macron, qui veut redonner vie aux chasses présidentielles (autrefois « chasses royales »), a beaucoup été comparé à Valéry Giscard d'Estaing, héritier mimétique d'une aristocratie périmée. Mais l'actuel président puise plus profondément sa posture de château dans une conception du pouvoir qu'il a théorisée dès 2015 dans l'hebdomadaire *Le I*.

Et c'est explicite : « *Dans la politique française, l'absent est la figure du roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort.* » Affirmant que seuls Napoléon et De Gaulle ont « *comblé ce vide* », Emmanuel Macron déplore que, « *le reste du temps, la démocratie française ne [remplisse] pas l'espace* ».

C'est dans cette dernière assertion que se comprend sans doute l'exercice du pouvoir par l'occupant du palais de l'Élysée. Tout à la déclinaison de son jupitérisme, il n'a eu de cesse de légitimer jusqu'à l'excès le présidentielisme ontologique d'une V^e République pourtant à bout de souffle.

L'exécutif continue de dominer tous les autres pouvoirs : tandis que le judiciaire est quasi subordonné au pouvoir administratif, que le législatif voit son champ de légitimité se réduire encore avec le projet de réforme des institutions (voir [ici](#)).

Les autres contre-pouvoirs (médiatiques et lanceurs d'alerte notamment) voient leurs marges de liberté de plus en plus contrôlées (la loi sur le secret des affaires en est une illustration, voir [ici](#)). Quand la société, dans sa marche vers l'émancipation, évolue vers une horizontalité de réseaux,

Macron choisit à rebours la verticalité absolue. Quand tous les signaux montrent des institutions épuisées, lui choisit le fortifiant de l'*imperium*. Présidentialiste jusqu'au bout des ongles, et au risque d'aggraver la crise de la démocratie, il

impose son rythme contre tous les temps de respiration, de réflexion et de débats dont a besoin la société : ordonnances, procédures accélérées au Parlement, multiplication des fronts sociaux, l'homme est aussi pressé que Sarkozy avant lui. Et le sourire du démocrate moderne aux dents qui brillent masque de moins en moins sa détermination à faire passer en force les intérêts de son socle politique initial, les très riches, au détriment de la condition sociale des salariés et des fonctionnaires – et de leur capacité à se défendre. Un roi fidèle à sa cour, en somme, et qui ne voit dans les protestations politiques et sociales de la gauche que les soubresauts du « vieux monde ».

Certes, partis, mouvements et syndicats sont divisés et fatigués ; mais le Président, élu par chance autant que par audace, est plus faible que ne le laissent croire les apparences. C'est Dominique de Villepin qui, le 18 mars à l'antenne de RTL, voyant le chef de l'État « *devenir solitaire, arrogant et coupé d'un certain nombre de réalités* », rappelle que celles-ci finissent toujours par frapper aux portes du pouvoir. Un roi pouvait se croire éternel. Mais un président ?

par [Pouria Amirshahi](#)



LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**